Jean-Marc Guslin (dir.)

Le Seize-mai revisité

Publications de l'Institut de recherches historiques du Septentrion

De l'*Histoire d'un Crime* à un autre : le Seize-Mai et la réédition du 2 décembre

Sylvie Aprile

Éditeur : Publications de l'Institut de recherches historiques du Septentrion
Lieu d'édition : Publications de l'Institut de recherches historiques du Septentrion
Année d'édition : 2009
Date de mise en ligne : 8 avril 2018
Collection : Histoire et littérature du Septentrion (IRHiS)
EAN électronique : 9782490296149

http://books.openedition.org

Ce document vous est offert par Aix-Marseille Université (AMU)

Référence électronique
APRILE, Sylvie. *De l'Histoire d'un Crime à un autre : le Seize-Mai et la réédition du 2 décembre* In : *Le Seize-mai revisité* [en ligne]. Lille : Publications de l'Institut de recherches historiques du Septentrion, 2009 (généré le 24 décembre 2021). Disponible sur Internet : <http://books.openedition.org/irhis/2259>. ISBN : 9782490296149.

Ce document a été généré automatiquement le 24 décembre 2021. Il est issu d'une numérisation par reconnaissance optique de caractères.

De l'*Histoire d'un Crime* à un autre : le Seize-Mai et la réédition du 2 décembre

Sylvie Aprile

« Ce livre est plus qu'actuel : il est urgent. Je le publie ».

1 Cette phrase placée en exergue d'*Histoire d'un Crime* résume le rôle qu'entendait jouer et qu'a joué dans la propagande républicaine, cette œuvre, récit des quatre journées du coup d'État du 2 décembre 1851 qui ont provoqué la fin de la Deuxième République. Publié par Victor Hugo à quinze jours des élections si attendues de l'automne 1877, il est annoncé non sans fracas dès le mois de juin. L'écrivain devenu sénateur n'est pas à l'origine de l'identification entre le 2 décembre 1851 et le « coup d'État » de Mac Mahon, mais il a contribué très fortement à cette parenté. Le retour probable et prophétisé d'un coup d'État est scandé par certains passages de l'ouvrage qui sont le plus souvent rappelés dans la presse et qui semblent avoir frappé les contemporains. Au-delà des déclarations alarmistes et du recours à l'analogie, les journaux républicains mais aussi conservateurs, monarchistes ou bonapartistes, font référence de façon récurrente, à trois passages d'*Histoire d'un crime* qui étayent à la fois l'idée d'une filiation et montrent les usages politiques de la mémoire. Le premier temps est celui de la préparation du coup d'État qui s'est traduit en 1851 par un climat d'insécurité dénoncé au présent en 1877 par les républicains. C'est ensuite le souvenir de la mort du député Baudin qui renvoie implicitement à la violence de la répression impériale, mais aussi à tous les héros de la résistance à l'Empire à laquelle Hugo, Gambetta et bien d'autres ont appartenu. En dernier lieu, le souvenir de Sedan, pendant final du coup d'État, est réactivé. Sedan est la conclusion du coup d'État : là où comme il est dit dans *Histoire d'un Crime*, « le deux décembre est venu s'échouer ». La défaite française lie l'échec qui s'annonce à celui qu'a déjà connu alors Mac Mahon, protagoniste majeur de la fin de l'Empire. Elle met aussi en scène l'un des principaux acteurs de tout coup de force : l'armée.

2 Les grandes lignes des épisodes qui ont jalonné cette publication sont connues. Les conditions de rédaction et d'édition de ce livre ont été déjà analysées par plusieurs générations de spécialistes de Victor Hugo. Pierre Angrand en a le premier étudié le contexte et l'impact dans un article fort détaillé intitulé *Victor Hugo dans les papiers d'État*, paru dans *Les Lettres françaises* en 1958. Les conditions de la publication ont été précisées plus récemment par Delphine Gleizes qui a analysé les illustrations d'*Histoire d'un crime* et par Laurence Olivieri qui a travaillé sur la réception de l'ouvrage dans la presse[1].

3 Les sources utilisées ici sont littéraires, l'ouvrage mais aussi les textes qui l'accompagnent, c'est-à-dire les discours ou les notes extraites de *Choses Vues*. Elles sont également journalistiques car la presse qui reproduit les passages du texte prend une large part à cette comparaison implicite et parfois explicite. Elles sont aussi issues des nombreux rapports de la police parisienne qui proposent outre le regard de l'administration qui se met alors en place, celui des républicains transcrit et reconstruit par les mouchards et témoignent pour finir aussi d'une opinion publique qui proteste par des écrits et placards séditieux. Ils sont le reflet de ce « coup d'État » vécu par l'en-bas, sa réception populaire. Après un rappel des circonstances de l'écriture et de la publication de l'ouvrage, nous interrogerons donc ces trois moments qui participent, à la construction plus complexe qu'il n'y paraît peut-être, de cette réédition imaginée du coup d'État.

DU 2 DÉCEMBRE À *HISTOIRE D'UN CRIME*

4 Comme l'a souligné Delphine Gleizes, la force d'*Histoire d'un crime* repose sur l'impression qui en ressort : le manuscrit semble avoir été complété par la main de l'histoire. L'écrivain, alors sénateur, fait se superposer le manuscrit initial et le présent[2]. Le texte dans sa majeure partie a pourtant été écrit au lendemain du coup d'État de 1851, en Belgique, où Hugo s'est tout d'abord réfugié. Là, il se met immédiatement au travail et rassemble les témoignages qui doivent être le cœur même de cet ouvrage. Mais une partie du texte seulement est publiée en 1852, partie la plus pamphlétaire, intitulée *Napoléon le Petit*, texte d'une centaine de pages qui lui vaut d'être expulsé de Belgique. Il se rend alors dans les îles anglo-normandes, à Jersey puis Guernesey. Cette mystérieuse interruption de la publication, telle qu'elle était prévue au départ, a fait couler beaucoup d'encre. Hugo l'a lui-même justifiée par l'avalanche de documents à laquelle il était confronté et qu'il ne pouvait utiliser. L'explication est aussi ailleurs : il était alors important pour Hugo dont la carrière politique républicaine était à démontrer et suscitait encore la méfiance dans ce camp, de publier rapidement un ouvrage frappant et facile d'accès. Le succès de *Napoléon le Petit* lui donne une position qu'il n'avait pas, et qui légitime son action. L'attaque est violente et la vérité historique passe après le témoignage à chaud.

5 À l'intérieur de ce texte pamphlétaire, il organise comme il le dit : « l'authentique qui prend le pas sur la vérité ». La correspondance qu'il échange avec les acteurs et témoins des journées de décembre en témoigne. Il écrit en 1852 à Schoelcher :

> « Vous n'étiez pas chez Lafon, quai de Jemmapes quand le comité d'insurrection y fut nommé. Vous conviendrez que dans mon livre je vous ajoutasse aux membres désignés… En mettant votre nom parmi les nôtres je ne ferais que combler une lacune… »[3].

6 Pour Hugo, c'est l'épreuve partagée lors du combat qui fournit une sorte d'attestation politique. Ceux qui ont vécu le coup d'État ont désormais un devoir et leur témoignage est devenu une nécessité. Ainsi Victor Schoelcher écrit-il à son ami Legouvé :

> « Victor Hugo écrit et publiera, Madier qui vient d'arriver veut aussi écrire et Charras qui dînait hier chez moi, manifestait la même intention »[4].

7 *Napoléon le Petit* connaît un très important tirage et un grand succès au cours des années 1850 et 1860. Il est vendu par les proscrits, il passe en contrebande en France, il est traduit immédiatement en anglais puis en allemand. La fortune de cet ouvrage est rappelée par les républicains mais aussi par les partisans du Maréchal : les mêmes mécanismes sont à l'œuvre presque automatiquement lorsqu'Hugo annonce qu'il a l'idée d'une publication toute aussi percutante en mai 1877. Il faut à nouveau, selon lui, écrire dans l'urgence pour combattre :

> « C'est le hasard qui par un enchevêtrement de travaux, de soucis et de deuils, a retardé jusqu'à cette étrange année 1877 la publication de cette histoire. En faisant coïncider avec les choses d'aujourd'hui le récit des choses d'autrefois, le hasard a-t-il eu une intention ? nous espérons que non »[5].

8 En 1877, *Histoire d'un crime* ressurgit donc, mais Victor Hugo hésite un certain temps sur son titre. Le 26 mai, il note qu'il a commencé à « mettre en ordre le manuscrit de l'*Histoire du deux décembre* ». Le 18 juin, il évoque devant la commission du Sénat : « Ce crime qui s'appellera dans l'histoire, le deux Décembre ». Le terme de coup d'État lui-même n'est pas publiquement employé, mais il est déjà dans l'air et présent dans les propos et écrits d'Hugo depuis plusieurs mois voire plusieurs années. Pierre Angrand indique que le 21 février dans une note non publiée, Victor Hugo écrit « je crois à la bonne envie, point à l'effet, à l'envie de coup d'État »[6].

9 En 1874, il notait déjà à la date du 29 juin :

> « Le soir est venu Naquet ; nous avons causé de la proclamation de Mac Mahon à l'armée à propos de la parade d'hier. Cette proclamation contient une vague menace de coup d'État militaire »[7].

10 Prudent et mesuré, il qualifie à chaud dans son journal, le 16 mai, de « demi-coup d'État »[8]. Le 21 mai, à propos de la mort de Tocqueville, il écrit encore :

> « Tocqueville, gravement atteint, était au lit quand on est venu lui annoncer le quasi-coup d'État. Il s'est retourné et a dit : j'en meurs. – Et il est mort »[9].

11 Le terme est donc minoré mais la scène montre que le souvenir peut être fatal. Le récit « épique » mis en forme, est au final la restitution, heure par heure des quatre journées de décembre 1851 qui ont vu le Prince-Président dissoudre l'Assemblée et s'emparer de tous les pouvoirs. L'accent est mis sur les préliminaires autant que sur la phase « active » du coup de force. Les premiers chapitres sont donnés à l'imprimeur le 5 septembre et le tome I qui comprend le récit des deux premières journées paraît le 1er octobre, soit deux semaines avant les élections. Il est tiré à 165 000 exemplaires. La parution du tome II, contenant les deux dernières journées, est annoncée symboliquement pour le 2 décembre, il ne paraît que le 15 mars 1878, alors que le péril annoncé est passé.

12 Dès septembre, avant même sa parution, la presse souligne la valeur « pédagogique » de l'ouvrage. Cette presse est, bien entendu, au premier chef la presse républicaine mais aussi une presse beaucoup moins « militante », comme *Le Journal des Débats*, républicain modéré qui écrit :

> « Ce 2 décembre que les générations nouvelles n'ont point vu, dont elles n'ont qu'une idée vague ou fausse, il faut montrer, il faut enseigner cela. Il faut que le dernier des paysans, qui est électeur, soit instruit de ce passé ; il faut raviver partout ces saintes haines, il faut dessiller les yeux, tous les yeux. Tel est l'objet du livre de M. Victor Hugo, le 2 décembre y revit avec un relief saisissant comme un miroir que l'auteur nous présente, disant jugez et votez ».

13 Le livre doit permettre d'éclairer les électeurs et *Le Petit Journal* insiste le 2 octobre sur le risque majeur qui pèse : le vote qui serait accordé aux bonapartistes. Edmond Lepelletier dans *Le Bien Public* du 15 octobre n'hésite pas à dénoncer la menace que représente selon lui : « toute une queue de décembristes qui trop tard venus, n'ont point eu part à la curée et la voudraient voir recommencer ».

14 On retrouve ici l'argumentation constamment présente dans le texte d'Hugo : « Certains crimes, que l'histoire n'oublie pas ont des reflets sinistres » qui souligne ici l'enracinement du bonapartisme et de ses pratiques qui se traduisent par la menace d'une nouvelle génération de partisans de l'Empereur.

15 Cette vision n'est pas partagée, on s'en doute, par la presse conservatrice qui accuse Victor Hugo d'avoir ressorti de vieux fonds de tiroir et dénonce la manœuvre éditoriale. Pour le journal conservateur, *L'Ordre*, il s'agit d'un « coup de commerce ». L'orchestration de la publication est habituelle chez Hugo, rappelle-t-on, et depuis *Napoléon le Petit, Les Misérables* parus en 1862 ont été également précédés d'une campagne de presse et d'un grand banquet à Bruxelles réunissant des journalistes venus de toute l'Europe. Une autre accusation est couramment reprise dans la presse conservatrice : Hugo aurait mis ses manuscrits à l'abri durant l'Empire pour en faire monter la valeur. L'écrivain répond par une nouvelle attaque contre la politique impériale dans le journal de Vacquerie, *Le Rappel* :

> « Il y a dans l'*Histoire d'un crime*, un chapitre où l'on vient m'arrêter, la visite du coup d'État à Victor Hugo, Après cette visite des manuscrits ont disparu, heureusement les principaux étaient en sûreté. La référence à cette scène nous la laissons à *La Défense* (nom du journal) et la responsabilité de cette affirmation injurieuse pour le gouvernement actuel ».

16 Laurence Olivieri, qui a étudié 39 titres de presse, a recensé pas moins de 124 articles portant sur la publication d'*Histoire d'un crime.* Trente-deux d'entre eux, selon une pratique courante, sont des articles-citations comprenant des extraits de l'ouvrage. Les plus nombreux sont publiés dans *Le Rappel,* mais ils sont aussi présents, dans la presse conservatrice. Même *Le Petit Parisien,* organe du ministre de l'Intérieur, Fourtou, donne un passage d'*Histoire d'un crime.* Ce réquisitoire contre l'Empire permet aux hommes du gouvernement de s'attaquer aux bonapartistes et plus encore de s'en démarquer pour faire tomber l'accusation de collusion.

17 Le succès de l'ouvrage est d'ailleurs attesté par l'existence même d'un contre-feu bonapartiste. Le 2 octobre, le journal *L'Ordre* reprend les termes employés par Victor Hugo dans son avertissement pour les appliquer à un autre ouvrage dont il salue *a contrario* la publication :

> « Au moment où les républicains vont s'épanouir devant la prose sénile de Victor Hugo, il est pour employer les mots qui servent de préface au nouveau pamphlet de l'ancien chantre de l'Empire, « actuel et urgent » de signaler le livre de M. Léonce Dupont qui va paraître le 3 octobre chez Dentu, sous le titre Tours et Bordeaux. Il réunit les faits les plus intéressants de la criminelle entreprise du 4 septembre. C'est une excellente réplique. Léonce Dupont ne se donne pas comme historien. Il raconte ce qu'il a vu ».

18 L'auteur tente en effet de détourner l'attention du 2 décembre en dénonçant l'arrivée au pouvoir des républicains et surtout de Gambetta :

> « J'ai pensé que dans les circonstances présentes, les récits que l'on va lire arriveraient à propos. Puissent-ils aider au triomphe de la vérité. Combien ne serait-il pas désirable que chaque électeur ayant vu de près, dans le déshabillé où je le présente, le personnage qui ose se poser en rival du duc de Magenta comprît ce qu'il y aurait d'honteux pour la France à se laisser dominer par un citoyen qui l'a si cruellement exploitée »[10].

19 Le face à face qui oppose 2 décembre/4 septembre et le duel Gambetta/Mac Mahon, paraissent encore plus inégaux si l'on compare les deux auteurs qui sont mis en regard : Léonce Dupont est à l'évidence moins efficace comme propagandiste que son célèbre adversaire. Il est néanmoins déjà l'auteur de l'ouvrage, *La majorité du quatrième Napoléon* paru en 1874, ode à un « prince si jeune ». Ces publications oubliées car bien médiocres au regard de la plume hugolienne témoignent néanmoins d'une assez forte et notoire propagande bonapartiste qui peut alors encore se nourrir des faits et gestes du Prince Impérial.

20 L'impact politique et littéraire du coup d'État de 1851 n'est d'ailleurs pas seulement rappelé par l'ouvrage d'Hugo. Il est déjà d'actualité, avec la réédition des ouvrages d'Eugène Ténot entre 1876 et 1877, ceux-là même qui ont provoqué l'affaire Baudin en 1868 et montré l'ampleur de la répression après le coup d'État[11]. Elle est aussi rappelée en mars 1877, à la veille de la dissolution, lorsque Pascal Duprat, républicain et ancien proscrit de l'Empire présente à la Chambre des députés un rapport, « ayant pour objet de provoquer des poursuites criminelles contre les coauteurs et les complices du coup d'État du 2 décembre ». Le coup d'État est donc constamment rappelé par les républicains et les trois extraits privilégiés par la presse républicaine, la veille du coup d'État, la mort de Baudin, et l'évocation du désastre de Sedan ne sont pas choisis au hasard. Il s'agit « des scènes les plus pathétiques, destinées à frapper les esprits, les sensibilités et le sentiment national »[12]. Elles ont, outre leur efficacité littéraire, une place particulière et significative dans l'imaginaire politique du moment et répondent alors précisément aux attentes de la propagande républicaine.

LE COUP D'ÉTAT : UN CLIMAT D'AVENTURE

21 La comparaison entre les coups d'État fait référence à un même « climat d'aventure » présent dans la presse républicaine et dans les pétitions qui paraissent alors et dénoncent les difficultés économiques du moment. Le registre temporel de l'attente et de l'incertitude est souvent rappelé et il y a là une forte ambiguïté. Car le coup d'État, si coup d'État il y a, n'a-t-il pas déjà eu lieu au moment même de la dissolution ? Si le 16 mai est un coup d'État, *Histoire d'un crime* paraît *a posteriori.* Il y a en quelque sorte un dédoublement, le Seize-Mai est un coup d'État - ou plutôt un « semi ou un quasi-coup d'État » - mais il est surtout le préambule à un autre coup d'État qui, là, sera en tout point similaire à celui de décembre 1851. Ceci explique que les républicains et plus encore Hugo ressassent durant l'été 1877 ce qui a été vécu à l'automne 1851[13]. Hugo lors des multiples interventions qui précédent la publication de l'ouvrage souligne toujours le risque et brandit dans chaque discours des signes d'avertissement. C'est le cas, lors des incidents du 18 juin au quatrième bureau, réunion au cours de laquelle Hugo interpelle le vicomte de Meaux, ministre du Commerce, sur les intentions du

gouvernement et surtout lors de son discours au Sénat du 21 juin où il déclare : « Vous allez entrer dans une aventure, écoutez celui qui vous dit : arrêtez, j'ai fait ce naufrage-là »...[14].

22 Cette importance accordée à l'attente et à l'incertitude se reflète dans les publications du texte d'Hugo par le choix des passages qui traitent de la phase préparatoire et des digressions. La préparation du coup d'État de 1851 a eu lieu en secret. *Histoire d'un crime* le rappelle notamment par une scène quelque peu périphérique, celle de la visite effectuée par Napoléon-Jérôme au domicile d'Hugo, le soir du 1er décembre 1851. Napoléon-Joseph Charles Paul Bonaparte surnommé *le prince Jérôme* ou *Plonplon*, frère de la princesse Mathilde, dernier enfant de Jérôme Bonaparte, le plus jeune frère de Napoléon 1er, informe Hugo du coup d'État, que programme son cousin. En 1877, il est à la fois l'un des recours possibles du bonapartisme mais aussi celui qui peut contrer un coup d'État par des prises de position identiques en 1851 et en 1877. Hugo ménage le suspens et entretient le mystère puisqu'il ne donne pas le nom du prince[15].

23 Le prince Napoléon sait, en 1877, qu'il apparaît dans ce volume et qu'un chapitre lui est consacré. Il s'était, en effet, rendu le 16 novembre 1851, chez Victor Hugo, comme le relate l'écrivain dans le chapitre X du livre IV, pour lui annoncer l'imminence du coup d'État et lui demander de faire arrêter son cousin, le Prince-Président, afin de sauver la République. Au moment où ce récit va être publié, le prince désire garder l'anonymat. Et, effectivement, dans le livre imprimé, son nom n'apparaît pas, comme on le voit dans le texte suivant :

> « Le 16 novembre 1851, j'étais rue de la Tour-d'Auvergne, numéro 37, chez moi, dans mon cabinet ; il était environ minuit, je travaillais, mon domestique entrouvrit la porte. - Monsieur peut-il recevoir ? Et il prononça un nom. - Oui, dis-je - Quelqu'un entra. J'entends ne parler qu'avec réserve de cet homme considérable et distingué. Qu'il me suffise d'indiquer qu'il avait le droit de dire en désignant les Bonaparte : « ma famille ».

24 Hugo ne retrace pas cette affaire par hasard. Elle ne peut que nuire à la crédibilité des bonapartistes et rappeler leurs divisions. Dans *Choses vues*, Hugo rapporte de nouveaux propos alarmistes du prince Napoléon :

> « La nommée République française est bien malade. Elle a encore dix jours à vivre. Rouher vient de partir pour Chislehurst avec les conditions de Mac Mahon. Elles sont acceptées d'avance. À son retour le coup d'État. Broglie, Pasquier et d'Aumale iront à Mazas. »[16]

25 La crainte du coup d'État contre la République grâce au souvenir de 1851, est orientée contre les bonapartistes plus encore que contre les monarchistes. La menace bonapartiste, même si elle est souvent minimisée, existe comme en témoignent par ailleurs les graffitis et écrits séditieux saisis par la police. Les archives de la préfecture de police de Paris, - qui sont une véritable mine de documentation sur la question - montrent comment les agents de police ont au mois de juin découvert et tenté d'effacer chaque nuit les traces d'une propagande certes violemment anti-maréchalienne, mais où l'on compte par dizaines les *Vive Napoléon IV*, écrits et collés sur les placards officiels.

26 Ce climat d'incertitude qui précède tout coup d'État est associé au thème de la France convalescente présent chez Hugo et que l'on retrouve dans les pétitions envoyées au chef de l'État, notamment celles des commerçants du quartier du Sentier[17]. Dans la pétition datée du 23 et 24 mai 1877, ils écrivent : « Nous prenons la liberté de lever jusqu'à vous des plaintes qui ne sauraient être contenues, l'industrie et le commerce alimentent le pays, supportent les plus lourdes charges et ce sont eux qu'atteignent

tout d'abord et sans compensations les bouleversements politiques auxquels ils demeurent étrangers »[18]. Ce contexte alarmiste est d'autant plus mal ressenti qu'il survient durant la préparation de l'exposition universelle de 1878 qui doit marquer le retour de la prospérité. Un rapport de police du 25 mai indique que :

> « Dans le commerce parisien, on est fort inquiet du remplacement de M. Krantz par M. Alphand dans la direction de l'exposition universelle et de la remise probable de l'exposition à 1879 »[19].

27 On comprend dès lors, que le lendemain même, le 26 mai, Mac Mahon se rende en visite sur le chantier de l'exposition universelle, afin de rassurer le monde du commerce et de l'industrie. Il y confirme tout à la fois les intentions pacifiques du gouvernement et l'avancée des travaux. Le journal conservateur, *La Défense* du 27 mai 1877 surenchérit :

> « Gambetta s'est déclaré jadis le commis voyageur de la République, nous apercevions dans cette manière de parler une simple figure de rhétorique mais c'est une réalité ».

28 Et le journaliste dénonce, comme tant d'autres, la collusion entre le petit commerce, les classes moyennes et le milieu politique des républicains ».

29 Hugo, comme la propagande républicaine, use stratégiquement de plusieurs registres : celui de l'attente, de l'intemporalité, du complot mais aussi d'un ancrage dans le contexte économique de la capitale. Il rappelle que tout système politique durant un moment de transition est toujours perçu comme dangereux et inquiétant. Analysant un événement contemporain, la tentative d'assassinat du roi d'Italie, Humbert 1er en 1878, Catherine Brice rappelait récemment à juste titre que « le danger réside dans les états transitionnels simplement parce que la transition n'est ni l'état précédent, ni le suivant mais indéfinissable… »[20]. C'est cette menace du « déjà vu » d'une part et ce climat d'attente d'autre part qui poussent à identifier l'été 1877 et l'hiver 1851.

LES HÉROS D'HIER ET D'AUJOURD'HUI

30 La propagande républicaine, tout comme celle des milieux conservateurs, s'appuie largement sur la personnalisation du combat, son incarnation par Gambetta, grand tribun et commis voyageur de la République. Celui-ci n'apparaît pas bien entendu dans *Histoire d'un Crime*, trop jeune lors du coup d'État, mais il est indirectement présent par l'évocation récurrente de la mort du député Baudin sur la barricade. Cette figure de la geste de la résistance en décembre est désormais indissociable de celle du défenseur de Delescluze en 1869, Gambetta révélé par le « procès Baudin »[21]. Le jeune avocat républicain s'était alors dressé contre la politique impériale, incarnant à la fois la résistance républicaine et une relève générationnelle de l'opposition politique[22]. L'évocation de Baudin est aussi, de façon moins explicite, celle d'un de ses proches, Bonnet-Duverdier, une des principales victimes de la politique de fermeté lancée par Mac Mahon et Fourtou aux lendemains du 16 mai. Exilé à Jersey au lendemain du 13 juin 1849, Bonnet-Duverdier est un intime d'Hugo, qu'il a fréquenté sur cette île ainsi qu'à Guernesey. Revenu en France en 1870, il est, en 1877, président du conseil municipal de Paris. Son arrestation au lendemain d'une réunion privée à Saint-Denis le 1er juin 1877 suscite une profonde émotion. Selon le récit qu'en fait *La Gazette des Tribunaux* et que reprend sans commentaire *La République-française*, dans cette réunion, Bonnet-Duverdier a développé l'idée que le maréchal sera bientôt « traduit à la barre du peuple ». Il conclut : « Luttons d'abord par les urnes puis par le moyen que vous

connaissez ». Il aurait alors, aux dires des agents présents, complété sa pensée en faisant le geste d'un homme qui tire un coup de feu ». Il est arrêté le lendemain, sous la prévention d'offenses et de menaces envers le président de la République puis condamné à 15 mois de prison et 2000 francs d'amende, peine très lourde au regard des actes et des propos tenus. Tandis qu'il subit cette peine, il est élu à Lyon devançant un autre républicain et un bonapartiste. Le choix d'arrêter Bonnet-Duverdier n'est pas le fruit du hasard, le récit de son arrestation est toujours précédé de la relation de son voyage controversé à Londres qui a eu lieu quelque temps auparavant. Il a accepté dans la capitale britannique de se rendre à un banquet que lui offraient les communards en exil. Après ce dîner qu'il qualifie de dîner de famille, le 9 mai 1877, le journal *La Marseillaise* avait fait le compte rendu suivant :

> « Parmi les délégués à Londres du conseil municipal, les proscrits de la Commune avaient des amis, des relations, même des parents. Naturellement on s'est vu, et le 9 de ce mois, cinq conseillers dont M. Bonnet-Duverdier, ancien exilé de 51, qui connaît beaucoup de proscrits, sont venus dîner avec quelques réfugiés ; dîner intime, d'une vingtaine d'amis ; et la soirée s'est passée comme une soirée de famille, en conversations, en causeries, car il n'y avait pas lieu à discours entre citoyens également convaincus, également déterminés à défendre la République »[23].

31 La presse et les milieux conservateurs et même républicains modérés n'ont pas, évidemment, la même vision apaisée. Bonnet-Duverdier doit se justifier des dépenses occasionnées par cette rencontre[24]. On sent que le sujet reste brûlant et que c'est autour de la Commune que se jouent les clivages politiques qui ne sont pas alors éteints entre républicains. La crise du Seize-Mai les avive puis permet au final de les étouffer. Du côté des Communards, la réinsertion des exilés dans l'actualité française est perçue comme un signe de la fin de l'exil et d'un possible apaisement. Mais pour les républicains, elle incarne une menace encore vive. Bonnet-Duverdier a été, un an auparavant, l'adversaire de Spuller, le second de Gambetta dans le troisième arrondissement de Paris, lors des élections législatives. Cette bataille électorale qui a vu la victoire de Spuller a été un enjeu considérable au sein du camp républicain car Spuller représentait la République modérée incarnée par Gambetta et Bonnet-Duverdier, la « sociale » de Louis Blanc[25]. Cette élection a divisé la presse républicaine : Bonnet-Duverdier a eu alors le soutien du *Rappel*, journal de Vacquerie et précédemment des fils Hugo et Spuller celui de *La République française.* Les programmes des deux hommes sont pourtant fort similaires. Ce qui les sépare tient à la modération, à la prudence, au rejet des « brusques mouvements » du programme de Spuller. Il rappelle ainsi, à plusieurs reprises, dans la *République française* et dans sa profession de foi :

> « Je veux une République lentement progressive, une République exempte de brusques mouvements [...] Cette politique [...] c'est la politique de fermeté et de sagesse, aussi nette sur le fond que prudente dans l'exécution ».

32 Au final, Spuller l'a emporté largement : au soir du second tour, il totalise 12065 voix contre 490 pour Bonnet-Duverdier. La peur des conservateurs l'a emporté sur les dissensions internes. On comprend cependant qu'un an plus tard, les effets de cette élection se fassent encore ressentir. *La République française* ne défend Bonnet-Duverdier que du bout des lèvres, et le camp conservateur s'empare de cette personnalité politique qui incarne d'une part une République plus radicale et plus virulente et d'autre part la mémoire du coup d'État et de la Commune. Ces enjeux internes au camp républicain rappellent le fossé idéologique et générationnel qui se joue encore dans l'actualité de la crise de 1877. Bonnet-Duverdier, aîné de dix ans de la nouvelle génération républicaine, s'il n'a vécu le coup d'État (il a quitté la France dès 1849), a été

un proscrit de l'Empire. Il ne s'agit pas d'une ligne de partage déjà établie entre un parti « opportuniste modéré » et un parti radical mais d'un débat encore interne qui se vit toujours autour du passé qu'il s'agisse de 48, de 51 ou de la Commune. Le champ politique n'est pas encore dominé clairement par les opportunistes et si les modalités de la prise du pouvoir ne sont plus en débat, la vision du passé hanté par les formes de la violence politique est source de profonds clivages.

33 Les analystes contemporains tout comme les historiens aujourd'hui ont dénié souvent la « qualité de coup d'État » au 16 mai en raison des divisions politiques qui scindent le camp conservateur qui n'est unanime ni au sujet d'un éventuel coup d'État ni même de l'épreuve de force amorcée par le chef de l'État. Dans le camp républicain, il faut aussi se garder de voir une prise de position commune et collective même si la propagande tend à gommer les antagonismes. La crise du Seize-Mai participe pleinement aux dernières grandes tensions qui se concluent quelque temps plus tard par l'amnistie des Communards et la défaite des partisans de la « vraie République »[26].

LA CHUTE : SEDAN

34 *Histoire d'un Crime* ne s'achève pas au lendemain du coup d'État mais près de vingt ans plus tard, lors de la défaite française. Celle-ci a une quadruple fonction dans cette crise, rappeler le rôle peu glorieux de Mac Mahon, dénoncer la responsabilité de l'empereur, rappeler que l'Empire c'est la guerre et s'interroger sur la place actuelle de l'armée. Hugo met en scène son retour en France :

> « Je revenais de mon quatrième exil (un exil belge, peu de chose). C'était dans les derniers jours de septembre 1871. Je rentrais en France par la frontière du Luxembourg. Je m'étais endormi dans le wagon. Ce mot, Sedan, avait été comme un voile déchiré. C'était là qu'était venue aboutir la monstrueuse aventure du 2 décembre ».

35 Il raconte ensuite la bataille mais surtout les problèmes du commandement :

> « Au commencement de la bataille, à cinq heures trois quarts, Mac Mahon est blessé d'un éclat d'obus ; à sept heures, Ducrot le remplace ; à dix heures, Wimpffen remplace Ducrot. Nous l'avons dit, trois hommes, trois soldats intrépides, s'étaient succédé dans le commandement, Mac Mahon, Ducrot, Wimpffen ; Mac Mahon n'eut que le temps d'être blessé, Ducrot n'eut que le temps de faire une faute, Wimpffen n'eut que le temps d'avoir une idée héroïque, et il l'eut ; mais Mac Mahon n'est pas responsable de sa blessure, Ducrot n'est pas responsable de sa faute, et Wimpffen n'est pas responsable de l'impossibilité de la trouée. L'obus qui a frappé Mac Mahon l'a retiré de la catastrophe ; la faute de Ducrot, l'ordre inopportun de retraite donné au général Lebrun, s'explique par l'horreur confuse de la situation, et est plutôt une erreur qu'une faute ; Wimpffen, désespéré, avait besoin pour sa trouée de vingt mille soldats et n'en a pu réunir que deux mille ; l'histoire dégage ces trois hommes ; il n'y a eu, dans ce désastre de Sedan, qu'un seul et fatal général, l'Empereur ».

36 Ici encore le texte d'Hugo est en écho avec la presse mais aussi avec l'opinion générale telle qu'elle s'exprime sur les murs de Paris. Dans les graffitis qui attaquent Mac Mahon, le terme de faux blessé est très souvent employé. Il est comparé à Monk. Dans un urinoir dès le 20 mai, il est écrit : « Mac Mahon illustre vaincu ont (sic) veut ajouter à ta gloire et te faire jouer dans l'histoire le même rôle que Monk »[27]. Entre les lignes hugoliennes, il faut lire que l'intrépide général a été sinon lâche du moins pleutre. Mais rappeler quel piètre militaire a été Mac Mahon ne permettrait pas de prolonger la

crainte du coup d'État et d'autres images sont associées à cette déroute. Hugo, tout en détaillant habilement les manquements de chacun des généraux martèle que le seul responsable est l'Empereur, l'homme du coup d'État. Le thème de « l'Empire c'est la guerre » revient aussi dans de nombreuses brochures à destination notamment des campagnes. Dans l'une d'elles, « Votons pour les 363 », le père Gérard (petit propriétaire) y déclare à M. Jean-Pierre Heurtaud, un cultivateur : « Avec les bonapartistes ce serait dès demain la guerre avec la Prusse, avec les royalistes la guerre avec l'Italie »[28].

37 Enfin si le récit de Sedan est d'actualité dans la crise du 16 mai, c'est bien sûr surtout parce qu'il met en scène Mac Mahon comme chef de l'armée. Il est un chef vaincu certes mais malgré tout encore chef d'une armée dont le rôle est essentiel s'il y a un coup de force à mener. Les rapports des mouchards et agents reviennent constamment sur ce sentiment :

> « On semble s'étonner chaque matin de ne pas trouver Paris occupé militairement et l'idée d'un coup d'État fait de tels progrès dans la masse qu'on ne recherche plus maintenant sa possibilité mais ses conséquences. les bourgeois et les commerçants craignent quelques jours de troubles et se consolent vivement en pensant que l'ouvrier n'est pas armé »[29].

38 Mais l'armée n'est plus celle de 1851 ou de 1870[30]. Et c'est aussi sur cette image renouvelée que pèsent à la fois le rappel du passé et le déni d'un nouveau coup d'État. Citons parmi tant d'autres, un rapport d'un agent daté du 23 mai 1877 :

> « L'hôte de M. Deligny et M. Duclerc, conseillers municipaux, leur raconte qu'il a reçu des lettres d'officiers supérieurs lui affirmant que l'armée n'était pas disposée à servir d'instrument à monsieur de Broglie et au Maréchal. J'ai mieux que cela dit Duclerc et il tira une lettre de Galliffet, lettre de 4 pages dans laquelle le général lui disait en substance : je sais bien qu'après ce que j'ai fait lors de la Commune, je suis destiné à servir de victime aux premières vengeances de la République et du radicalisme triomphant mais je tiens à ce que vous sachiez, à ce qu'on sache que si je hais les communards, je hais tout autant les cléricaux. Et je ne veux pas servir d'instrument à ces denrées »[31].

39 Encore une fois, la Commune sert ici autant de repoussoir que de facteur d'union et crée une cohésion que la crise du Seize-Mai ha pas forcément encore réussi à imposer.

***

40 Si aujourd'hui le terme de crise est utilisé unanimement pour qualifier le 16 mai 1877 et ses conséquences, les contemporains ont, eux, puisé largement dans une multiplicité de registres politiques, littéraires voire émotionnels. Croiser travaux et études sur la littérature, la presse et la surveillance policière permet d'adopter un regard moins institutionnel sur l'événement. En s'attachant aux discours et sensibilités qui se font entendre, la « scène » qui se joue prend d'autres sens. La crise du Seize-Mai pose la question jamais résolue de la violence politique qu'elle soit celle du pouvoir ou de ses opposants. Elle montre l'importance des divisions républicaines qui restent fortes et liées au passé encore proche du Second Empire et de la Commune. Elle montre aussi la part des questions économiques voire sociales qui jouent aussi un rôle majeur. Le climat économique est mis en avant pour réprouver le coup d'État.

41 Cette assimilation ou cette filiation entretenue entre 1851 et 1877 mérite aussi qu'on s'y arrête au nom même des différences qui existent et qui sont immédiatement

perceptibles. L'écart même entre les deux événements prophétise l'échec de la politique de Mac Mahon. *Le Rappel* écrit :

> « Il (Fourtou) ne comprend pas que ces procédés de coup d'État dont il use sont les plus maladroits du monde quand ils ne sont pas suivis ou accompagnés d'un coup d'État. [...] On avait un sabre au côté qui vous donnait raison mais les temps ont changé ».

42 En 1879, l'installation de Jules Grévy à la présidence de la République met fin aux craintes des républicains et transforme les modalités d'expression et de narration de la mémoire du coup d'État. L'action en faveur des victimes du 2 décembre qui avait déjà été esquissée dès l'instauration de la République est de nouveau présentée à la Chambre le 27 février 1878 par une proposition de loi. Elle n'aboutit que le 10 juillet 1880, peu après le vote de la loi d'amnistie en faveur des condamnés de la Commune[32]. Les demandes d'indemnisation de 1851 maintiennent une étroite relation entre le Deux-Décembre et la crise de 1877 ; c'est une sorte de précédent. Un certain nombre de réclamations émane d'aubergistes, cafetiers-cabaretiers pour l'essentiel, qui ont été frappés par le 24 mai 1873, l'élection de Mac Mahon à la présidence et la crise du Seize-Mai 1877. L'un d'entre eux écrit au ministre de l'Intérieur :

> « Fils de proscrit, et frappé moi-même par la tentative avortée du 16 mai, ayant tout perdu je sollicite un bureau de tabac ou un poste de garde forestier ».

43 L'évaluation est précise :

> « 1851 a coûté 70 000 francs à mon père, le 16 mai m'a coûté 12 000 francs ».

44 Au-delà de l'anecdote, c'est au climat de violence et d'incertitude de la première décennie de la Troisième République que nous renvoient les textes comme celui de Hugo mais aussi tous ces petits actes de protestation qui en sont aussi une émanation. Ces textes comme les graffitis ou les insultes sont tout aussi importants que les débats parlementaires pour comprendre le lent processus d'ancrage d'une forme républicaine qui ne satisfaisait alors ni la gauche ni la droite.

NOTES

1. P. ANGRAND, « Victor Hugo devant le coup d'État de Mac Mahon », *Les Lettres françaises*, 2 et 9 octobre 1958. Th. BEREGI, « Le coup d'État du 2 décembre vu par Victor Hugo », *La Revue socialiste*, n° 217-218,1968, p. 927-937. D. GLEIZES, « *Histoire d'un crime* ou la représentation en question. Texte et édition illustrée, 1877-1879 », Colloque *Victor Hugo et la guerre*, sous la direction de Cl. MILLET, Paris, éditions Maisonneuve et Larose, 2002, p. 179-205. L. OLIVIERI, *La réception dans la presse d'*Histoire d'un crime, *Compte rendu de la communication au Groupe Hugo du 12 mai 1987.* www/ttp/grouphugo.org.

2. Pour les précisions concernant les ajouts de 1877, voir VICTOR HUGO, *Histoire d'un crime* » et le manuscrit d'*Histoire d'un crime*, œuvres complètes, Paris, librairie Ollendorff, 1907.

3. J. et S. GAUDON, *Victor Hugo - Victor Schoelcher, Lettres*, Charenton-Le-Pont, Flohic éditions, 1998, p. 34-35.

4. S. APRILE, « Faire vivre la République. Paroles et écrits des exilés au lendemain du coup d'État », S.APRILE, N. BAYON, L. CLAVIER, L. HINCKER, J.-L. MAYAUD, *Comment meurt une République ? Autour du 2*

décembre, Paris, Créaphis, 2004, p. 51-63. N. SCHMIDT, *La correspondance de Victor Schoelcher*, Paris, Maisonneuve et Larose, p. 213.

5. C'est la note qui ouvre le tome premier d'*Histoire d'un Crime.*

6. P. ANGRAND, *op cit.*

7. VICTOR HUGO, *Choses Vues (1870-1885)*, rééd. Paris, Folio, p. 346.

8. *Ibidem*, p. 395.

9. *Ibidem*, p 396

10. L. DUPONT, *Tours et Bordeaux. Souvenirs de la République à outrance*, Paris, Dentu, 1877.

11. E. TÉNOT, *La province en décembre 1851 Etude historique sur le coup d'Etat*, Paris, Chauchat 1877 et *Paris en décembre 1851. Étude historique sur le coup d'État*, Paris, Chauchat, 1877.

12. P. ANGRAND, *op cit.*

13. F. PISANI-FERRY, *Le coup d'État manqué du 16 mai*, Paris, Robert Laffont, 1965.

14. P. ANGRAND, *op. cit.*

15. J. ROBERT, « Flaubert entre le Prince rouge et le burgrave rouge », Communication à la table ronde *L'édition de la Correspondance de Flaubert*, Rouen, samedi 22 novembre 2003.

16. VICTOR HUGO, *Choses vues, op. cit.*, p. 401.

17. VICTOR HUGO, *Actes et Paroles. Depuis l'exil (1876-1879)*, Paris, J. Rouff, p. 30. Archives de la Préfecture de police de Paris (APPO) BA/412.

18. *Ibidem* ; Le journal *L'Ordre* le 27 mai revient sur les pétitionnaires : « On n'a pas les noms ; pourquoi ? Les signataires sont des industriels qui profitent des révolutions ». Les pétitions se poursuivent au-delà même des élections et mériteraient qu'on les étudie plus en profondeur.

19. APPO BA/412.

20. M. DOUGLAS, *Purity and Danger* (1966), rééd. Londres, Routledge, 1994, p. 97, citée par C. BRICE, « Communiquer sur la violence politique : autour d'une tentative d'assassinat du roi d'Italie, Humbert 1er (1878) », dans J.-C. CARON, F. CHAUVAUD, E. FUREIX et J.-N. Luc (dir), *Entre violence et conciliation. La résolution des conflits sociopolitiques en Europe au XIXe siècle*, Rennes, PUR, 2008, p. 85-101.

21. Sur la mort de Baudin et sur le procès, A. GARRIGOU, « Mourir pour des idées. Les récits de la mort d'Alphonse Baudin », dans S. APRILE et allii, *op. cit.*, p. 51-63.

22. Comme tant d'autres, Hugo évoque dans *Choses Vues*, le nombre de morts qui jalonnent cette crise politique : Tocqueville, Adam, Duvergier de Hauranne et Thiers.

23. *Le Radical* (en juin), *La Marseillaise* (en juillet) sont suspendus pour six mois, *Le Mot d'Ordre* (en octobre) est contraint de se saborder.

24. APPO, BA/407, BA 508.

25. N. BAYON, *Eugène Spuller 1835-1896, itinéraire d'un républicain entre Gambetta et le Ralliement*, Villeneuve d'Ascq, Presses du Septentrion, 2006. p. 132-135.

26. Sur cette question voir, S. APRILE, « Louis Blanc, un des pères fondateurs de la vraie République », dans F. DÉMIER (dir.), *Louis Blanc, un socialiste en République*, Paris, Créaphis, 2005, p. 171-183.

27. La référence complète est « Mac Mahon, l'illustre vaincu. Loyal, mais ivre de gloire,/Tient à se faire dans l'Histoire, La même place que Monk eut ! » (Victor Hugo). Rappelons que Monk est le général anglais qui rétablit la royauté en 1660 au profit du roi Charles II.

28. APPO/BA 581.

29. APPO/

30. APPO/BA 407, 25 mai, revue de la garnison. Voir la communication de X. BONIFACE, *supra.*

31. APPO BA 407

32. D. DEVOS, *La Troisième République et la mémoire du coup d'État de Louis-Napoléon Bonaparte : la loi de réparation nationale du 30 juillet 1881, en faveur du 2 décembre 1851 et des victimes de la loi de sûreté générale du 27 février 1858.* F15 3964 à 4023, Paris, Archives nationales, 1992.

AUTEUR

SYLVIE APRILE

Université de Lille 3 - IRHiS (UMR CNRS 8529)